

## Séance ordinaire du mardi 21 septembre 2021

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt et un septembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

### **Vie associative et Maisons pour Tous**

#### **Présents :**

Tasnine AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Max LEVITA, Mustapha MAJDOL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

#### **Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

#### **Absents / Excusés :**

Luc ALBERNHE, Mustapha LAOUKIRI, Catherine RIBOT, Bernard TRAVIER

## **Mise à disposition de salles dans les Maisons pour tous - Approbation**

Madame Mylvia HOUGUET, Adjointe au Maire, rapporte :

Le Conseil municipal du 29 septembre 2015 a validé le projet des Maisons Pour Tous qui implique aussi l'occupation du domaine public des salles dans les Maisons Pour Tous par des associations. Les Maisons Pour tous de la Ville de Montpellier hébergent chaque année un nombre considérable d'associations. Il est proposé Conseil municipal de bien vouloir se prononcer sur les aspects financiers liés à ces occupations.

Le Code général de la propriété des personnes publiques prévoit que toute occupation du domaine public donne lieu au paiement d'une redevance. Le même texte prévoit cependant une exception en permettant que de telles occupations puissent être accordées gratuitement aux associations à but non lucratif qui concourent à la réalisation de projets dans un intérêt général. Cette occupation à titre gratuit constitue toutefois une redevance en nature qui doit être valorisée à ce titre tant dans les comptes de l'association que dans le budget de la Ville.

Dans ce cadre, il est donc proposé au Conseil municipal de se prononcer sur les associations bénéficiaires de cette gratuité.

Cette gratuité se justifie à plusieurs titres :

- L'investissement bénévole de l'association dans la vie du quartier ;
- L'objet humanitaire, caritatif, citoyen de l'association ou son caractère d'intérêt général ;
- La participation de l'association au projet de la Maison Pour Tous et à la vie du quartier.

Pour la saison 2021/2022, les Maisons Pour Tous de la Ville de Montpellier proposent donc d'ajouter aux précédentes validations la mise à disposition annuelle de salle à titre gratuit à 159 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 67 406 €, ainsi que la mise à disposition ponctuelle de salle à titre gratuit à 35 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 8 795 €.

Deux tableaux sont joints en annexe et décrivent le nom des associations bénéficiaires, le type de mise à disposition envisagée et le montant valorisable de celle-ci. Le montant de la subvention en nature est calculé en fonction des tarifs appliqués dans les Maisons Pour Tous, tels que votés lors du Conseil municipal du 14 décembre 2020.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver les tableaux joints en annexe décrivant les associations bénéficiaires de mise à disposition de locaux à titre gratuit ;
- D'approuver les termes des conventions avec ces associations selon le cadre défini dans le projet d'orientation des Maisons actuellement en vigueur ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 45 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 16 voix

Mme Tasnime AKBARALY, Mme Nadia AKIL, M. Christian ASSAF, M. Christophe BOURDIN, Mme Véronique BRUNET, M. Michel CALVO, M. Sébastien COTE, M. Michaël DELAFOSSE, M. Mickaël DIORE, Mme Caroline DUFOIX, Mme Hind EMAD, Mme Clara GIMENEZ, Mme Clare HART, Mme Fatma NAKIB, M. Bruno PATERNOT, M. Charles SULTAN.

**Fait à Montpellier, le 27 septembre 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 27 septembre 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Tableau\_annuel CM 21 septembre 2021.pdf
- Tableau\_ponctuel CM 21 septembre 2021.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20210921-166329-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 27/09/21  
Réception en Préfecture : 27/09/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.